

Une responsabilité partagée

CHUCK HAGEL expose les principes sur lesquels les Etats-Unis et d'autres pays entendent s'appuyer pour lutter contre les changements climatiques



La question n'est pas de savoir si nous devrions prendre des mesures face aux changements climatiques, mais plutôt quelles mesures nous devrions prendre. Le changement climatique est une responsabilité que doivent partager toutes les nations, y compris les Etats-Unis, car il ne reconnaît pas les frontières nationales. La politique climatique se répercute sur les politiques économique, énergétique et environnementale. Son élaboration exige donc un engagement et une coordination au niveau diplomatique correspondant à l'ampleur du problème.

Au début de cette année, j'ai soumis aux Sénateurs Pryor, Alexander, Landrieu, Craig, Dole, Murkowski, Voinovich et Stevens un projet de loi qui, à mon sens, pourrait contribuer à une nouvelle approche américaine et internationale du changement climatique. Ce projet, intégré dans la législation en juillet dans le cadre du Décret sur la politique énergétique de 2005, souligne les liens entre les intérêts environnementaux, économiques et énergétiques au niveau mondial – et le fait qu'il est prioritaire de collaborer étroitement avec les pays en développement dans ce domaine. La salubrité de l'environnement ne peut être

dissociée des impératifs de la croissance économique ni des problèmes posés par la pauvreté et le sous-développement. Notre approche se fonde sur trois principes que j'ai exposés lors de l'allocution que j'ai prononcée devant les Nations Unies au début de l'année.

La technologie

Tout d'abord, une politique climatique mondiale viable devrait comprendre des responsabilités partagées entre les nations développées et en développement et des normes communes à toutes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les pays en développement deviennent les plus grands émetteurs de ces gaz; or ils ont des dispenses fixées par le Protocole de Kyoto. Dans les 20 prochaines années, on estime qu'ils seront responsables de deux tiers de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone du fait que leur population augmente et que leur économie se développe. Toutes les réductions des émissions de gaz à effet de serre obtenues par les Etats-Unis et les autres pays développés seront éclipsées par celles des nations en développement telles que la Chine, qui deviendra bientôt le plus grand

émetteur du monde de gaz à effet de serre d'origine anthropique.

Je comprends bien que les pays en développement ne pourront pas diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre tant que leurs populations n'auront pas obtenu de meilleures conditions de vie. Ces pays ne disposent pas de technologie pour les énergies propres et ils ne peuvent pas amortir l'incidence économique des changements nécessaires à la réduction des émissions. A l'avenir, toutes les initiatives politiques devront reconnaître leurs limites et en tenir compte, faute de quoi ces initiatives pourraient s'avérer vaines.

Sauter les étapes

Il est dans l'intérêt des Etats-Unis et des nations industrialisées d'aider les pays en développement en partageant avec eux des technologies environnementales et énergétiques plus propres. Ces pays pourront ainsi "sauter" les étapes de développement hautement polluantes que des pays comme les Etats-Unis ont déjà franchies.

Ensuite, et cela va de pair, la politique climatique mondiale – comme toute initiative environnementale – ne peut être examinée indépendamment des intérêts économiques et énergétiques qui gouvernent le monde. Trop souvent, la politique environnementale est envisagée dans une sorte de vide, sans analyse réaliste ou appréciation des incidences économiques des objectifs environnementaux. Les politiques climatiques doivent associer les mesures environnementales à la nécessité d'augmenter les ressources énergétiques pour alimenter la croissance économique et le développement, et pour réduire la pauvreté dans les pays en développement. Tel était le message des pays en développement au Sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu en 2002 à Johannesburg. Ceci exigera une approche orientée vers le marché, basée sur la technologie, susceptible de compléter les intérêts écologiques de la planète et d'établir un lien entre le secteur privé et le secteur public.

Les changements climatiques mondiaux doivent être replacés dans le contexte plus large du défi du sous-développement économique et de la pauvreté dans le monde. Aujourd'hui, 5 des 6 milliards d'habitants de la planète vivent dans des pays moins développés dont la moitié avec moins de 2 dollars par jour. Un milliard n'a pas accès aux sources d'eau propre et plus de 2,5 milliards n'ont pas de services d'assainissement. Au total, 40 millions de personnes sont infectées par le virus du SIDA, cause la plus importante de décès en Afrique sub-saharienne. D'ici à 2025, la population du globe sera de 8 milliards d'habitants, sa croissance étant la plus

forte dans les pays en développement, où près d'une personne sur trois a moins de 15 ans.

De nombreux gouvernements du monde en développement ne pourront pas répondre aux besoins élémentaires de leur population en matière d'emploi, de soins de santé et de sécurité. Les tensions créées par la démographie, le développement économique compromis, et des gouvernements autoritaires contribuent à radicaliser les populations et les politiques. La solution dépend en partie de stratégies de croissance économique saines. Il est impossible de dissocier les politiques climatiques mondiales des problèmes de la pauvreté et du sous-développement.

Politique climatique

Nous réussissons très bien à faire face aux problèmes les plus difficiles lorsque nous nous appuyons sur le secteur privé. Certes, la diplomatie a un rôle à jouer dans la politique climatique planétaire mais les innovations technologiques viendront du secteur privé et de la création, entre le secteur public et le secteur privé, de partenariats associant l'influence institutionnelle des gouvernements à l'innovation de l'industrie. Pour accomplir de vrais progrès en matière de politique climatique mondiale, il sera essentiel d'inciter le secteur privé à participer et de promouvoir l'innovation technologique.

Cette politique doit accorder la priorité à l'exploitation de sources alternatives d'énergies propres et de combustibles renouvelables. L'amélioration du rendement énergétique est directement liée aux politiques économiques et environnementales. L'accélération de sources alternatives d'énergie propre et de combustibles renouvelables dépendra des innovations technologiques du secteur privé, autre bonne raison d'inciter à l'établissement de partenariats entre les secteurs public et privé dans notre politique climatique.

Rendement économique

Je pense que l'intensité des émissions de gaz à effet de serre - quantité de carbone émise par rapport au rendement économique - est la meilleure mesure pour traiter du changement climatique. Cette méthode montre avec quelle efficacité une nation utilise des combustibles émetteurs de carbone et la technologie pour produire des biens et services; et elle permet en plus de décrire les liens entre rendement énergétique, développement économique et environnement. Pour les pays en développement, des améliorations au niveau de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre peuvent permettre d'arriver à une plus grande efficacité économique et

à une meilleure compétitivité. Elle peut, et devrait, être la mesure de base pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tant pour les pays développés que pour les pays en développement.

Les additifs non polluants aux combustibles et les combustibles renouvelables, aux Etats-Unis comme partout dans le monde, sont très prometteurs. Nous devrions collaborer pour accélérer la mise au point de produits à base de blé et de soja tels que l'éthanol et le bio-diesel, comme sources d'énergie renouvelables, et celui des énergies éolienne, nucléaire et à base d'hydrogène. L'année dernière,

à des sources d'énergie alternatives ou en réduisant la consommation d'énergie". Il reste encore beaucoup à faire, mais c'est le type de technologie qui doit être employé dans le monde si l'on veut obtenir de bons résultats dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Un consensus global

La science sur laquelle nous fondons notre politique climatique doit refléter des mesures réalistes et des objectifs de recherche réalisables. La communauté scientifique n'a pas un avis unanime sur les



Mark Edwards/ UNEP/Still Pictures

j'ai parcouru les centres techniques et de recherche des trois principaux fabricants automobiles à Détroit et je me suis en particulier intéressé aux progrès de la technologie de pointe pour les véhicules utilisant des piles à combustibles, du diesel propre et des hybrides. Ces technologies offrent la possibilité de transformer notre secteur des transports tout en soutenant une politique climatique mondiale proactive.

Les puits de carbone

Le stockage géologique - consistant à pomper du dioxyde de carbone dans le sol au lieu de le déverser dans l'atmosphère - est un autre exemple du rôle que l'industrie privée et l'innovation technologique peuvent jouer en matière de politique climatique. BP l'a utilisé dans le désert algérien, Statoil a travaillé dessus dans la mer du Nord de la Norvège, et Chevron Texaco envisage de lancer un projet au large de l'Australie. Selon un article du Wall Street Journal paru en début d'année, "le concept présente un intérêt toujours plus grand du fait qu'il pourrait permettre de freiner le réchauffement de la planète plus rapidement qu'en passant

causes des changements climatiques. Il y aura toujours des doutes et des lacunes.

Il faudra faire preuve d'une volonté politique nouvelle pour parvenir à un consensus sur les changements climatiques. Les Etats-Unis doivent faire partie de ce consensus. La réduction des émissions de gaz à effet de serre produits par l'homme est l'un des défis majeurs de notre temps. En tant que signataire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Amérique doit continuer à prendre part aux initiatives internationales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce pays a la possibilité et la responsabilité d'assumer la direction d'une politique climatique mondiale et, en unissant nos forces, nous pourrions ainsi aider à forger un avenir valable pour tous les peuples et à construire un monde meilleur ■

Chuck Hagel, le Sénateur américain le plus ancien du Nebraska, est Président du Sous-comité du Sénat pour les relations extérieures, la politique économique internationale, la promotion des exportations et du commerce et du Sous-comité du Sénat pour l'investissement et les titres bancaires